SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 12 NOVEMBRE 1851.

Rapport de la Commission des Finances chargée d'examiner le Projet de Loi qui ouvre des crédits supplémentaires au Département des Finances.

*(Voir les N° 289 et 306 de la Chambre des Représentants, et le N° 142
du Sénat.)*

MESSIEURS,

Votre Commission des Finances a l'honneur de vous présenter son rapport sur un Projet de Loi tendant à allouer divers crédits supplémentaires aux budgets des Finances et des Non-valeurs et Remboursements de l'exercice de 1851.

La plupart de ces crédits sont destinés à couvrir des dépenses déjà fort anciennes, mais dont la liquidation ou la vérification n'avait pu être terminée avant la présentation du Projet de Loi soumis à la Chambre des Représentants le 19 février de cette année.

Le crédit réclamé pour le budget des Finances s'élève à 114,441 fr. 41 c.; il se décompose en fr. 8,500 dus par l'État pour un procès en matière de douane, qui remonte à 1854; cette somme a été payée, en forme d'avance, par la caisse du receveur, et c'est en vue de régulariser cette avance qu'elle vous est demandée.

1,954 fr. 08 c. sont applicables à solder des dépenses faites pour location des bâtiments pour le service de la douane à l'endroit dit Wolberg et au loyer de l'entrepôt public de Tournay.

1,500 fr. sont destinés à couvrir l'insuffisance du crédit alloué au Budget de 1850, pour le matériel de l'administration de l'enregistrement, service des provinces.

4,000 fr. au traitement des employés du domaine.

192 fr. 41 cent. servent à régulariser des dépenses que des comptables ont été autorisés à mandater sur leurs caisses de 1822 à 1825.

21,471 fr. 52 cent. vous sont demandés pour solder les frais d'expropriation de l'établissement de Couvin; expropriation à laquelle le Gouvernement fut obligé de recourir pour se couvrir, en partie, des avances faites par l'ancien gouvernement au propriétaire de cet établissement.

7,254 fr. 88 cent. sont destinés à un remboursement à faire par suite d'un procès qui remonte à 1839, et dans lequel le Gouvernement a succombé.

5,829 fr. 73 c. représentent les frais de poursuites et d'instances, années 1847 et antérieures, dont les pièces de dépenses n'ont pu être régularisées en temps utile.

Enfin, une somme de 65,438 fr. 99 c. vous est demandée pour frais d'entretien, contributions et assurances des établissements de Lessines et frais d'expropriation de ces établissements dont le Gouvernement a dû se rendre acquéreur pour se couvrir d'avances faites par l'ancien Gouvernement sur le fonds de l'industrie nationale. Le domaine a fait l'avance de cette somme et c'est pour régulariser cette affaire que le crédit susmentionné vous est demandé.

Le crédit demandé pour le budget des non-valeurs et remboursements s'élève à 360,718 fr. 99 c.

Cette somme se compose de 718 fr. 99 c. à payer aux actionnaires de la route de Huy à Stavelot. Par suite d'un arrangement fait avec eux, ils ont droit au produit net des barrières jusqu'à concurrence de l'intérêt et de l'amortissement de leurs actions, mais les produits de ces barrières pour les années 1844 à 1848 ont été confondus avec ceux du trésor, sans que le paiement des intérêts et de l'amortissement aient eu lieu.

360,000 fr. sont destinés au remboursement de sommes perçues pour compte de saisies réelles du Hainaut jusques et inclus 1830.

L'exposé des motifs nous apprend que les biens provenant de ces saisies ont été vendus et que le prix en a été versé dans la caisse des consignations en vertu d'un décret de 1812. Les recettes provenant de la régie de ces biens ont été faites sous les gouvernements Autrichien, Français, des Pays-Bas et de Belgique.

Le gouvernement Belge a récupéré les recettes faites sous les gouvernements Français et Autrichien; mais celles opérées sous le gouvernement des Pays-Bas n'ont pu faire l'objet d'une liquidation, parce qu'elles étaient comprises dans l'encaisse de la société générale au 1^{er} octobre 1830, il s'en suit que l'État est débiteur envers le fond des saisies des sommes ainsi perçues et c'est pour régulariser cette opération que le crédit susmentionné vous est demandé.

Ces divers crédits seront couverts au moyen de bons du trésor dont l'émission a été autorisée par la loi du 26 décembre 1850.

Votre Commission, ayant trouvé les demandes qui vous sont faites, pleinement justifiées, vous propose, à l'unanimité de ses membres, l'adoption du Projet de Loi soumis en ce moment à vos délibérations, et tel qu'il a été adopté par la Chambre des Représentants dans sa séance du 30 août dernier.

Le Président,
ZOUDE.

Le Rapporteur,
E. GRENIER.